

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège

Colomiers, le 07/04/2025

DREAL Occitanie UID-31-09/ENV6

4 Avenue Didier Daurat CS 40331

31776 COLOMIERS CEDEX

uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

publié sur 

ZINCAL SARL

42 avenue de Larrieu

31000 Toulouse

Références : 2025/154

Code AIOT : 0006802433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement ZINCAL SARL implanté 42 avenue de Larrieu 31 000 Toulouse.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 de l'établissement ZINCAL SARL implanté 42 avenue de Larrieu 31 000 TOULOUSE.

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées, et a porté en particulier sur les suites données à l'inspection du 08/11/2022 et à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/02/2020. Cette visite avait pour objectif la levée éventuelle des constats en cours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINCAL SARL
- 42 avenue de Larrieu 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802433 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société ZINCAL est spécialisée dans le traitement de surfaces (zingage, anodisation, thermolaquage sur acier et aluminium) de pièces métalliques pour les industriels et les particuliers.

Cet établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2009 et l'arrêté complémentaire du 26 avril 2013. Il relève de la réglementation IED au titre de la rubrique n°3260 pour un volume de traitement de surface de 128 m³.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Lors de l'inspection, des échanges ont eu lieu avec l'exploitant concernant la déclaration GERE pour l'année 2024.

Comme indiqué, des compléments sont à apporter pour les 2 points suivants :

- **Bilan des mouvements de déchets:** en 2024, il est indiqué 71,702 t/an et en 2023, 42,01 t/an. Or, l'AP en vigueur en son article 5.1.7 indique une quantité maximale pour les déchets dangereux de baignoires usées de 50 t/an, de boues de station de 30 t/an et de faibles quantités pour les produits divers. Il conviendrait de se justifier quant à ces volumes. La déclaration GERE au titre de l'année 2023 ayant déjà été modifiée pour ce même sujet, avec comme justifications "déchet 06 02 05* : "Vidange de baignoires qui n'a pas lieu tous les ans"- déchet 11 01 05* : "Un peu plus de vidanges de BU Acides de décapage, lié à la qualité des pièces reçues ou au nombre de m² décapés un peu plus important". La déclaration GERE 2024 sera à mettre à jour en conséquence;
- **Tableau des rejets de substances dans l'eau :** comme pour la déclaration de 2023, les quantités rejetées en Zn sont importantes (facteur multiplicateur environ de 4). Il conviendrait de se justifier quant à ces volumes rejetés. La déclaration GERE 2024 sera à mettre à jour en conséquence.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Consignes d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 13/02/2020, article 1 > 2.1.2		Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
2	Formation	AP de Mise en Demeure du 13/02/2020, article 1 > 4.3.4		Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
4	Plan du stock de produits dangereux	AP de Mise en Demeure du 13/02/2020, article 1 > 7.1.1		Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article 7.5.5		Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
6	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article Article 4.1.1	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article Article 7.5.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
8	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article Article 7.6.3	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Installations de traitement des effluents	AP de Mise en Demeure du 13/02/2020, article 1 > 4.3.4		Levée de mise en demeure
9	Surveillance des eaux souterraines et des sols	Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article Article 9.2.6.1	/	
10	Bilan de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article Article 9.4	/	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection des installations classées a constaté :

- 7 faits avec suites dont 1 fait avec proposition de mise en demeure ;
- 2 faits sans suite ;
- 1 fait avec prescription inadaptée (demande de justificatifs - demande d'actions correctives).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/02/2020, article 1 > 2.1.2		
Thème(s) : Situation administrative Consignes d'exploitation et procédures		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 08/11/2022• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :		
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>		
Constats : <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les procédures de gestion pour les chaînes Ano, Zingae 3 et Zingae 7.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de registre particulier quant au suivi des consommations d'eau, maintenance (vidange, nettoyage baigns), défauts constatés, ni de compteur de sectorisation pour chaque chaîne de traitement de surface.</p> <p>Le logiciel CAT permet néanmoins d'indiquer les maintenances importantes telles que le changement de bain.</p>		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de créer un fichier de suivi, reprenant a minima les éléments suivants pour chaque chaîne de traitement:</p> <ul style="list-style-type: none">• information sur rajout eau ou produits ;• défauts constatés ;• changement de baigns et volumes d'eau associés. <p>Ces informations permettront de reboucler avec les articles 4.1.1 (autorisation de prélèvements) et 8.1.3 (consommation spécifique) de l'arrêté préfectoral en vigueur du 16/04/2009 (cf constats n°6 ci-dessous).</p>		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais :	1	Mois

N° 2 : Formation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/02/2020, article 1 > 4.3.4

Thème(s) : Situation administrative Formation initiale et continue du personnel

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 08/11/2022
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis l'attestation de formation au risque chimique du personnel du 08/02/2022 (3 employés formés) ainsi que l'attestation de formation EPI du 02/11/2021.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait de renouvellement de ces formations, le turn-over des employés ne le permettant pas.

Néanmoins, lors d'une nouvelle embauche, l'exploitant a indiqué ne pas affecter le personnel au poste à risque chimique mais au montage des pièces. Il souligne que le traitement de surface est une activité très automatisée et qui ne nécessite que peu d'intervention humaine.

L'exploitant a aussi indiqué qu'une partie des employés étaient le jour de l'inspection en formation incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre toutes les attestations de formation depuis 2021 ainsi que le plan de formation pour 2025 s'il est prévu.

Le programme de formation des nouveaux arrivants (intérimaires ou salariés de l'entreprise) est à fournir, notamment concernant le risque chimique. Il détaille le contenu et le calendrier de formation.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 3 : Installations de traitement des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/02/2020, article 1 > 4.3.4

Thème(s) : Situation administrative Registre de suivi des incidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 08/11/2022
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

[...]

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis le registre de suivi qualité eau de rejet (paramètres physico-chimiques débit) et suivi STEP (incident).

Ce registre a été présenté lors de l'inspection.

L'exploitant a indiqué exploiter la station d'épuration en interne.

Un contrôle est néanmoins réalisé par un laboratoire (4 fois par an) pour le suivi de la qualité des eaux avant le rejet au milieu naturel (bilans 24h).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque sur ce point.

L'article sus-visé de l'APMD de 2020 est ainsi clôturé pour ce point.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Plan du stock de produits dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/02/2020, article 1 > 7.1.1

Thème(s) : Risques accidentels Plan du stock

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 08/11/2022
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. A cet état des stocks est annexé un plan général des stockages.

Cet inventaire et le plan sont tenus à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (fiches de données de sécurité...).

Constats :

En amont de l'inspection, l'état des stocks (produits chimiques et déchets) ainsi que le plan ont été transmis par l'exploitant.

Le plan ne localise pas clairement le type de produit stocké (acides / bases / autres).

Il a été constaté lors de l'inspection 2 panneaux d'affichage du plan sur les murs extérieurs du bâtiment.

Ces plans ne sont pas en accord avec le plan transmis par voie électronique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de revoir son plan selon le type de produit (acides / bases / autres) et de communiquer les informations sur la sécurité incendie du site, les produits stockés/utilisés et les zones à risques au SDIS. Ces données sont à considérer avec importance en cas d'incident et à tenir à jour pour une bonne prise en compte des services de secours si nécessaire.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'enlever les 2 plans extérieurs car non mis à jour, ce qui pourrait amener de la confusion en cas d'incident.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 5 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article 7.5.5

Thème(s) : Risques accidentels Règles de gestion des stockages en rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 08/11/2022
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Les réserves de substances toxiques et très toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.

Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de produits toxiques. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains de traitement de surfaces.

Article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié :

I. [...] Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui sont maintenus fermés. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que :

- des produits sont stockés selon leurs compatibilités physico-chimiques et sur des capacités de rétention adéquates ;
- les dispositifs de rétention disposés à l'extérieur des bâtiments sont vides et propres ;
- les rétentions pour les chaînes de production sont communes aux acides et aux bases.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un échange avec l'exploitant s'est tenu quant aux rétentions présentes sous chaque chaîne de production et notamment la compatibilité entre les acides et les bases (même rétention pour produits incompatibles). L'exploitant a indiqué avoir le bénéfice d'antériorité et donc ne pas avoir à séparer les rétentions.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la copie des échanges avec l'administration à ce sujet mais rappelle que l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 modifié (relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) stipule :

"Le présent arrêté s'applique aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation sous la rubrique « 3260 » de la nomenclature des installations classées. Il fixe les prescriptions techniques minimales applicables à ces installations, en vue de prévenir et limiter au niveau le plus bas possible les pollutions, déchets, nuisances et risques liés à leur exploitation.

[...]

L'arrêté préfectoral d'autorisation peut fixer toutes dispositions plus contraignantes que celles du présent arrêté nécessaires afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement."

et que l'article 42 du même arrêté ministériel précise :

"Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations dont le dossier complet de demande d'autorisation est postérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes, à l'exception :

- des dispositions du II et du III de l'article 3 ;

- des dispositions du I de l'article 3 et de l'article 8 qui ne sont pas applicables aux installations ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation déposée antérieurement au 1er octobre 2006. Toutefois, si les modifications ou extensions d'installations ont nécessité la construction de nouveaux bâtiments, le I de l'article 3 s'applique à ces nouveaux bâtiments.

Les dispositions des II et III de l'article 5, des articles 6 et 10, dans leur rédaction issue de l'arrêté du 20 avril 2023, sont applicables aux installations existantes à compter du 1^{er} juillet 2024.

Les installations existantes sont les installations régulièrement autorisées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont le dossier complet de demande d'autorisation est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Cet arrêté s'applique sans préjudice des prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises et qui demeurent applicables. C'est notamment le cas du II de l'article 3 dans la rédaction issue de l'arrêté du 30 juin 2006 qui est applicable aux installations existantes pour lesquelles le dossier complet de demande d'autorisation est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté."

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 Mois

N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article Article 4.1.1

Thème(s) : Situation administrative Origines et approvisionnement en eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes:

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m ³)
Forage en nappe	5000 m ³
Réseau public	3000 m ³

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir consommait 3 035 m³ d'eau de forage et 36 m³ d'eau du réseau public en 2024.

Or, les factures présentées pour le réseau public montre une consommation entre avril et octobre 2024 de 126 m³.

De plus, comme indiqué dans le constat n°1 ci-dessus, la consommation spécifique n'est pas calculée.

L'exploitant a indiqué faire le relevé des compteurs 1 fois par an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- mettre en place un relevé régulier de compteurs (eau de ville et eau de forage), a minima mensuel, et à date fixe chaque mois (cf. article 15 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 modifié);
- calculer le rejet spécifique d'eau (article 21 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 modifié : au maximum 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage) ;
- revoir les incohérences de relevés compteurs et factures pour 2024 et vérifier la déclaration GEREP en conséquence ;
- transmettre les consommations d'eau pour les années 2022, 2023 et 2024 pour chaque type d'eau.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article Article 7.5.1

Thème(s) : Risques accidentels Organisation de l'établissement

Prescription contrôlée :

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute mise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de procédure particulière.
Il a été constaté la présence de détecteurs de liquide dans chaque rétention de chaîne de production. Ces détecteurs fonctionnent par contact électrique en présence de liquide.
Un détecteur a été testé lors de l'inspection : une alarme visuelle est remontée ainsi qu'une alarme sur le téléphone du directeur d'établissement. Aucun arrêt de chaîne n'est fait à la suite de cette alarme. Chaque détecteur est relié à une alarme visuelle générale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'établir la consigne prescrite par l'AP en vigueur et de former le personnel aux actions de mise en sécurité à décliner.

Cette consigne devra notamment intégrer les éléments cités à l'article 15 de l'AM du 30/06/2006 modifié : "[...] *L'alimentation en eau du procédé est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'installation, clairement reconnaissable et aisément accessible*".

De plus, la configuration constatée amène l'inspection à proposer à l'exploitant d'étudier la mise en place d'une alarme sonore, en plus de l'alarme visuelle, en cas de fuite dans les rétentions.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article Article 7.6.3

Thème(s) : Risques chroniques Protection des milieux récepteurs

Prescription contrôlée :

Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) doivent être récupérées dans un volume de confinement étanche aux produits collectés d'une capacité minimum de 120 m³ avant rejet vers le milieu naturel. Ce volume de confinement est obtenu par mise en rétention de l'établissement (seuils surélevés) et déclenchement d'un obturateur situé sur l'unique point de rejet des eaux pluviales situés au sud-ouest du site.

Cet obturateur est mis en place dans les délais mentionnés au CHAPITRE 2.8 du présent arrêté (dans les 6 mois à compter de la signature du présent arrêté).

La vidange du volume de confinement suivra les principes imposés par le CHAPITRE 3.2 relatif aux rejets aqueux de l'établissement.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'obturateur est en place depuis 2010 et a été contrôlé pour la dernière fois en 2020. Le déclenchement se fait en manuel, l'obturateur fonctionnant avec une cartouche de gaz.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir de procédure écrite particulière quant à l'utilisation de cet organe en cas d'incident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- transmettre la copie du rapport de contrôle de l'obturateur de 2020 ;
- prévoir un contrôle de cet organe pour 2025 et garder une fréquence régulière (a minima annuelle) pour sa vérification/entretien. Le rapport de vérification sera transmis à l'inspection ;
- établir une procédure quant à l'utilisation de cet organe en cas d'incident en anticipant les absences (congrés, maladies, autre) des salariés en charge du déclenchement.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines et des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article Article 9.2.6.1

Thème(s) : Risques chroniques Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'établissement doit respecter les dispositions suivantes:

- un réseau de surveillance interne au site composé de 2 piézomètres et un puits, dont 2 situés en aval hydraulique, est en place sur le site de la société ZINCAL;
- une fois par semestre, au moins, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe, sur les 3 ouvrages cités précédemment ainsi que dans le puits de l'entreprise voisine au nord-est du site;
- l'eau prélevée doit faire l'objet de mesures à minima sur les paramètres suivants: cadmium, chrome VI, chrome total, zinc, et tout autre polluant susceptible de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation.

Les résultats de mesures sont transmis tous les 6 mois à l'inspection des installations classées. Toute anomalie doit lui être signalée dans les meilleurs délais.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les analyses réalisées en mars et octobre 2024 (périodes hautes et basses eaux). Les rapports n'ont pas montré d'anomalie.

Le contrat passé avec le laboratoire pour 2025 a également été présenté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats et rapports d'analyses pour 2024 et de l'informer quant aux dates prévisionnelles des prochains passages du laboratoire pour 2025.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 10 : Bilan de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2009, article Article 9.4	
Thème(s) : Situation administrative Bilan de fonctionnement	
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R.512-45 du code de l'environnement.</p> <p>Le prochain bilan est à fournir avant le 31 décembre 2014 puis tous les 10 ans. Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient notamment:</p> <ul style="list-style-type: none">• une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement;• [...]• Les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation.	
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir transmis, depuis la signature de l'arrêté, un bilan de fonctionnement. Cette prescription semble obsolète vis-à-vis de la réglementation en vigueur (IED/MTD). En effet, l'établissement relève de la rubrique n°3260 - Traitement de surface et à ce titre, un re-examen est à établir dans le cas d'une parution de BREF relatif au secteur d'activité.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées propose à l'exploitant d'établir un porter-à-connaissance quant à la mise à jour des prescriptions pour son établissement selon la réglementation en vigueur. Un arrêté préfectoral complémentaire pourra être pris à la suite, si nécessaire.</p>	
Respect de la prescription :	Prescription inadaptée
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	Sans Objet